

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 89

[2011/200054]

**23 DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 34, alinéa 3 et 36, 9° tels que modifiés par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'avis CD-10g07-CWaPE-284 de la Commission wallonne pour l'Energie du 27 juillet 2010;

Vu l'avis 48.889/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} décembre 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 2003/55/CE ainsi que la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/12/CE, notamment l'article 16.

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° "décret" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;
- 2° "mise en service d'une unité de production" : date correspondant à la date de la mise en service de l'installation concernée;
- 3° "gaz net produit" : gaz d'origine renouvelable injecté dans le réseau, exprimé en MWh;
- 4° "site de production de gaz" : lieu d'implantation d'une installation constituée d'une ou plusieurs unités de production de gaz et, le cas échéant, d'une ou plusieurs unités de traitement de gaz;
- 5° "site d'injection" : lieu d'implantation d'une installation, connectée au réseau de gaz naturel, constituée d'une ou plusieurs unités d'injection de gaz dans ce réseau et, le cas échéant, d'une ou plusieurs unités de traitement de gaz, et, le cas échéant, d'une ou plusieurs unités de productions de gaz;
- 6° "traitement du gaz" : tout traitement préalable à l'injection d'un gaz dans le réseau visant à le rendre compatible avec le gaz naturel acheminé par ce réseau;
- 7° "réseau" : réseau de distribution ou de transport de gaz naturel;
- 8° "décret électricité" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;
- 9° "code de comptage" : les procédures et code de comptage de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération en Région wallonne publiés par la CWaPE, telles qu'annexés à l'arrêté ministériel du 12 mars 2007 déterminant les procédures et le code de comptage de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération, et leurs modifications successives.
- 10° "Ministre" : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Certification des sites de production de gaz issus de renouvelables*

Art. 3. § 1^{er}. Toute demande de certificat de garantie d'origine pour un site de production et/ou d'injection de gaz issu de renouvelables situé en Région wallonne est adressée, par courrier simple, à un organisme de contrôle agréé conformément aux dispositions du chapitre IX du décret électricité et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, articles 3 et 4.

§ 2. Pour être agréé, l'organisme doit en outre :

- 1° être indépendant des producteurs, intermédiaires et fournisseurs de gaz;
- 2° s'engager à transmettre à la CWaPE, par courrier simple, les rapports réalisés suite aux visites des sites de production et/ou d'injection de gaz issu de renouvelables relatives au certificat de garantie d'origine.

§ 3. Le retrait d'agrément est décidé par le Ministre :

- 1° lorsque l'organisme de contrôle ne satisfait plus aux conditions d'agrément fixées aux §§ 1^{er} et 2;
- 2° lorsque des erreurs répétées sont constatées dans l'exercice de ses missions.

Préalablement à toute décision de retrait d'agrément, l'organisme concerné à l'occasion de faire valoir utilement ses justifications.

Art. 4. § 1^{er}. Les organismes de contrôle sont chargés de délivrer le certificat de garantie d'origine et d'exercer un contrôle périodique, au minimum annuel, sur la conformité des données du certificat de garantie d'origine.

§ 2. Le certificat de garantie d'origine mentionne :

1. les coordonnées du producteur de gaz issu de renouvelables;
2. la (les) source(s) d'énergie à partir de laquelle (lesquelles) le gaz a été produit;
3. la technologie de production et de traitement du gaz;
4. la capacité de production ou d'injection du site, exprimée en MWh d'énergie primaire;

5. la technologie pour comptabiliser la production, le traitement de gaz issu de renouvelables et l'injection sur le réseau, ainsi que la précision des points de comptage;
6. les émissions de CO₂ de la filière de production et d'injection en régime normal de production;
7. la date de mise en service de ou des (l')unité(s) de production et d'injection du gaz issus de renouvelables;
8. les coordonnées de ou des (l')unité(s) de production et les coordonnées du site d'injection;
9. le cas échéant, les aides et subsides octroyés pour la construction ou le fonctionnement de ou des (l')unité(s) de production et d'injection.

Art. 5. En cas de modification des instruments de mesures ou de tout élément repris dans le certificat de garantie d'origine, le titulaire de ce certificat en informe, par courrier simple, dans les quinze jours, un organisme de contrôle. Le cas échéant, ce dernier adapte ou retire le certificat de garantie d'origine.

A tout moment, la CWaPE peut procéder au contrôle ou requérir d'un organisme de contrôle qu'il procède à un contrôle et examine si les éléments repris dans le certificat de garantie d'origine correspondent à la réalité. Dans le cas contraire, le certificat de garantie d'origine est adapté ou retiré.

L'organisme de contrôle notifie à la CWaPE toute modification ou retrait du certificat de garantie d'origine endéans les dix jours suivant le contrôle.

CHAPITRE III. — *Comptage, conditions et procédure d'octroi et de suspension des labels de garantie d'origine de gaz issus de renouvelables*

Section 1^{re}. — Conditions préalables à l'octroi de labels de garantie d'origine

Art. 6. Préalablement à l'octroi de labels de garantie d'origine pour le gaz injecté, chaque site d'injection, et, le cas échéant, chaque site de production concerné par le gaz labellisé doit avoir obtenu un certificat de garantie d'origine délivré par un organisme agréé conformément aux dispositions du chapitre IX du décret électricité.

Section 2. — Procédure d'octroi des labels de garantie d'origine

Art. 7. Une demande préalable d'octroi de labels de garantie d'origine est adressée à la CWaPE selon les modalités et au moyen du formulaire déterminé par celle-ci. Ces modalités concernent notamment l'introduction du certificat de garantie d'origine.

Art. 8. La CWaPE vérifie si le formulaire de demande est correct et complet. Si elle constate que la demande est incomplète, elle en informe le demandeur dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande. Elle précise en quoi le formulaire est incomplet et fixe un délai, qui ne peut excéder trois semaines, prescrit sous peine de déchéance de la demande, endéans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

Art. 9. Dans un délai d'un mois à dater de la réception du formulaire complet, la CWaPE vérifie si le demandeur répond aux conditions d'octroi des labels de garantie d'origine et lui notifie sa décision. La CWaPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

A défaut de décision prise à l'expiration de ce délai, la demande est réputée acceptée.

Art. 10. Après acceptation de la demande et sur base des données de comptage du site, la CWaPE attribue, trimestriellement sous forme immatérielle, au site d'injection ayant bénéficié d'un certificat de garantie d'origine, un titre attribuant les labels de garantie d'origine à la quantité de gaz produit et injecté sur le réseau, à raison d'un label de garantie d'origine par MWh injecté.

Section 3. — Conditions d'octroi et validité des labels de garantie d'origine

Art. 11. § 1^{er}. Les labels de garantie d'origine ont une durée de validité commençant à la date de la fin de la période d'injection concernée et s'achevant à la fin de la première année civile qui suit.

§ 2. Les labels de garantie d'origine sont octroyés pour le gaz net injecté sur le réseau.

Les mesures de quantités d'énergie nécessaires au calcul des labels de garantie d'origine se font en conformité avec le code de comptage.

Section 4. — Procédure de suspension de l'octroi des labels de garantie d'origine

Art. 12. Toute modification des données reprises sur le formulaire visé à l'article 10 doit être transmise à la CWaPE endéans les quinze jours.

Art. 13. Lorsque la CWaPE constate que les conditions d'attribution des labels de garantie d'origine visées au chapitre IV, ne sont plus remplies ou que les informations transmises sont erronées, elle en informe, par courrier simple, le producteur concerné. La CWaPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête. Le cas échéant, la CWaPE suspend l'octroi des labels de garantie d'origine.

CHAPITRE IV. — *Banque de données et marché des labels de garantie d'origine de gaz issus de renouvelables*

Art. 14. Les renseignements fournis par les labels de garantie d'origine octroyés sont conservés et administrés par la CWaPE dans une banque de données centralisée et gérée par elle.

Art. 15. § 1^{er}. L'authenticité des labels de garantie d'origine est garantie par l'enregistrement dans la banque de données visée à l'article 17.

La banque de données reprend les données suivantes :

1^o pour chaque site d'injection ayant été certifié conformément à l'article 7, les mentions de la certification de garantie d'origine reprises à l'article 7, § 2;

2^o pour l'octroi de labels de garantie d'origine :

— la technologie de production et de traitement;

— la capacité nominale nette du site d'injection;

— la période d'injection;

— la quantité d'énergie, exprimée en MWh PCS, correspondant au gaz issus de renouvelables injecté sur le réseau, durant la période d'injection;

— le taux d'émission de CO₂ tel que calculé par la CWaPE;

— le cas échéant, les types de soutien octroyés;

3° pour les transactions de labels de garantie d'origine faisant l'objet de la transaction :

- la quantité de labels de garantie d'origine;
- les coordonnées du nouveau détenteur;
- le prix communiqué de la transaction.

§ 2. La banque de données reprend le registre des producteurs, fournisseurs, intermédiaires et gestionnaires de réseau intervenant sur le marché des labels de garantie d'origine délivrés, échangés et restitués à la CWaPE.

Art. 16. Le vendeur de labels de garantie d'origine notifie à la CWaPE, selon les modalités définies par celle-ci, les labels de garantie d'origine faisant l'objet de la transaction et les coordonnées du nouveau détenteur.

Dans les dix jours de la notification de la transaction de labels de garantie d'origine, la CWaPE attribue à celle-ci un numéro d'enregistrement et adapte les mentions contenues dans la banque de données.

Art. 17. La CWaPE ne peut déléguer la gestion de la banque de données qu'à un organisme indépendant des producteurs, fournisseurs, intermédiaires et gestionnaires de réseaux.

Art. 18. Le label de garantie d'origine n'est plus transmissible lorsque son délai de validité a expiré. Dans cette hypothèse, le label de garantie d'origine est déplacé vers le registre des labels de garantie d'origine annulés.

Art. 19. Les labels de garantie d'origine sont restitués à la CWaPE pour permettre la vérification par la CWaPE du caractère renouvelable du gaz fourni à des clients finals en Région wallonne.

CHAPITRE VI. — *Rapport annuel*

Art. 20. Pour le 30 juin, la CWaPE établit un rapport annuel spécifique relatif à l'évolution du marché des labels de garantie d'origine. Ce rapport mentionne notamment le nombre de labels de garantie d'origine octroyés par source d'énergie renouvelable au cours de l'année envisagée, les labels de garantie d'origine transmis à la CWaPE et le prix moyen des labels de garantie d'origine.

Ce rapport est transmis au Gouvernement wallon.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 21. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 89

[2011/200054]

23. DEZEMBER 2010 — *Erlass der Wallonischen Regierung über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen*

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 34 Absatz 3 und 36 9°, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008;

Aufgrund des Gutachtens CD-10g07-CWaPE-284 der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie) vom 27. Juli 2010;

Aufgrund des am 1. Dezember 2010 in Anwendung des Artikels 84 § 1 1° der koordinierten Gesetze des Staatsrats abgegebenen Gutachtens Nr. 48.889/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2009/73/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/55/EG, sowie die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/12/EG, insbesondere Artikel 16, teilweise umgesetzt.

KAPITEL I — *Definitionen*

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "Inbetriebsetzung einer Erzeugungseinheit": das Datum der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheit;

3° "erzeugtes Nettogas": in das Netz eingespeiste Gas aus erneuerbaren Quellen, ausgedrückt in MWh;

4° "Gaserzeugungsstandort": Ansiedlungsort einer Anlage, die aus einer oder mehreren Gaserzeugungseinheiten und gegebenenfalls aus einer oder mehreren Gasbehandlungseinheiten besteht;

5° "Einspeisungsstandort": Ansiedlungsort einer Anlage, die an ein Erdgasnetz angeschlossen ist und aus einer oder mehreren Einheiten zur Einspeisung von Gas in dieses Netz und gegebenenfalls aus einer oder mehreren Gasbehandlungseinheiten und gegebenenfalls aus einer oder mehreren Gaserzeugungseinheiten besteht;

6° "Gasbehandlung": jede Behandlung eines Gases, bevor es in das Netz eingespeist wird, durch die dieses Gas mit dem in diesem Netz transportierten Erdgas kompatibel wird;

7° "Zählcode": die von der "CWaPE" ("Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie)) veröffentlichten Zählverfahren und der Code für den mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung in der Wallonischen Region erzeugten Strom, die dem Ministerialerlass vom 12. März 2007 zur Festlegung der Verfahren und des Zählcodes für den mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Strom als Anlage beigefügt sind;

10° "Ministre": le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions.

KAPITEL II — Zertifizierung der Standorte zur Erzeugung von Gas aus erneuerbaren Quellen

Art. 3 - § 1 - Jeder Antrag auf eine Bescheinigung zur Herkunftsgarantie für einen in der Wallonischen Region gelegenen Standort zur Erzeugung und/oder Einspeisung von Gas aus erneuerbaren Quellen wird per einfache Post einer gemäß den Bestimmungen des Kapitels IX des Dekrets über Elektrizität und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms zugelassenen Prüfstelle übermittelt.

§ 2 - Um zugelassen zu werden, muss die Prüfstelle außerdem:

1° von den Erzeugern, Zwischenhändlern und Gasversorgern unabhängig sein;

2° sich verpflichten, der "CWaPE" die infolge der Besichtigungen der Standorte zur Erzeugung und/oder Einspeisung von Gas aus erneuerbaren Quellen in Bezug auf die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erstellten Berichte per einfache Post zu übermitteln.

§ 3 - Der Entzug der Zulassung wird vom Minister beschlossen:

1° wenn die Prüfstelle nicht mehr den in den §§ 1 und 2 festgelegten Zulassungsbedingungen entspricht;

2° wenn wiederholte Irrtümer bei der Ausübung ihrer Aufgaben festgestellt werden.

Bevor jegliche Entscheidung zum Entzug der Zulassung getroffen wird, hat die betroffene Prüfstelle die Möglichkeit, ihre Begründungen wirksam gelten zu lassen.

Art. 4 - § 1 - Die Prüfstellen werden damit beauftragt, die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie auszustellen und eine regelmäßige, mindestens jährliche Kontrolle über die Konformität der Angaben der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie auszuüben.

§ 2 - In der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie wird Folgendes angegeben:

1. die Personalien des Erzeugers von Gas aus erneuerbaren Quellen;

2. die Energiequelle(n), ab welcher bzw. welchen das Gas erzeugt worden ist;

3. die Technologie zur Erzeugung und Behandlung von Gas;

4. die Erzeugungs- oder Einspeisungskapazität des Standorts, ausgedrückt in MWh Primärenergie;

5. die Technologie zum Zählen der erzeugten Mengen, zur Behandlung von Gas aus erneuerbaren Quellen und zur Einspeisung in das Netz, sowie die Genauigkeit der Zählpunkte;

6. die CO₂-Emissionen des Erzeugungs- und Einspeisungssystems bei einem normal laufenden Erzeugungszyklus;

7. das Datum der Inbetriebsetzung der Einheit(en) zur Erzeugung und Einspeisung von Gas aus erneuerbaren Quellen;

8. die Daten bezüglich der Erzeugungseinheit(en) und des Einspeisungsstandorts;

9. gegebenenfalls die Beihilfen und Zuschüsse, die für den Bau oder den Betrieb der Erzeugungs- und Einspeisungseinheit(en) gewährt worden sind.

Art. 5 - Im Fall einer Änderung der Messinstrumente oder eines der in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erwähnten Elemente wird dies vom Inhaber dieser Bescheinigung innerhalb von fünfzehn Tagen per einfache Post einer Prüfstelle mitgeteilt. Gegebenenfalls passt Letztere die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie an oder entzieht sie.

Jederzeit kann die "CWaPE" die Kontrolle vornehmen oder eine Prüfstelle damit beauftragen, eine Kontrolle vorzunehmen und zu prüfen, ob die in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erwähnten Elemente der Wirklichkeit entsprechen. Im gegenteiligen Fall wird die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie angepasst oder entzogen.

Die Prüfstelle teilt der "CWaPE" jede Änderung oder jeden Entzug der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie innerhalb von zehn Tagen nach der Kontrolle mit.

KAPITEL III — Zählung, Bedingungen und Verfahren in Bezug auf die Gewährung und die Aussetzung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen

Abschnitt 1 — Vorherige Bedingungen zur Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie

Art. 6 - Bevor die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für das eingespeiste Gas gewährt werden, muss jeder betroffene Einspeisungsstandort und gegebenenfalls jeder Erzeugungsstandort eine von einer gemäß den Bestimmungen des Kapitels IX des Dekrets über Elektrizität zugelassenen Einrichtung ausgestellte Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erhalten haben.

Abschnitt 2 — Verfahren zur Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie

Art. 7 - Ein vorheriger Antrag auf Gewährung von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie wird der "CWaPE" gemäß den Modalitäten und mittels des Formulars, die sie bestimmt, zugeschickt. Diese Modalitäten betreffen u.a. die Einreichung der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie.

Art. 8 - Die "CWaPE" prüft, ob das Antragsformular richtig und vollständig ist. Wenn sie feststellt, dass der Antrag nicht vollständig ist, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags davon in Kenntnis. Sie gibt an, inwieweit das Formular unvollständig ist und legt eine zur Vermeidung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist fest, die drei Wochen nicht überschreiten darf, innerhalb deren der Antragsteller aufgefordert wird, seinen Antrag zu vervollständigen.

Art. 9 - Innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang des vollständigen Formulars prüft die "CWaPE", ob der Antragsteller die Bedingungen für die Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie erfüllt, und stellt ihm ihren Beschluss zu. Die "CWaPE" ist verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, falls dieser es beantragt.

In Ermangelung eines nach Ablauf dieser Frist gefassten Beschlusses gilt der Antrag als angenommen.

Art. 10 - Nach Annahme des Antrags und auf der Grundlage der Zählraten des Standortes erteilt die "CWaPE" dem Einspeisungsstandort, der eine Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erhalten hat, jedes Trimester in immaterieller Form einen Titel, durch den die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie der Menge des erzeugten und in das Netz eingespeisten Gases in Höhe von einem Gütezeichen zur Herkunftsgarantie pro eingespeiste MWh zugewiesen werden.

Abschnitt 3 — Bedingungen für die Gewährung und für die Gültigkeit der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie

Art. 11 - § 1 - Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie haben eine Gültigkeitsdauer, die am Datum des Endes des betreffenden Einspeisungszeitraums beginnt und am Ende des ersten nachfolgenden Kalenderjahres endet.

§ 2 - Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden für das in das Netz eingespeiste Nettogas gewährt.

Die für die Berechnung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie notwendigen Messungen von Energiemengen erfolgen in Übereinstimmung mit dem Zählcode.

Abschnitt 4 — Verfahren zur Aussetzung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie

Art. 12 - Jegliche Änderung der auf dem in Artikel 10 erwähnten Formular stehenden Angaben muss der "CWaPE" innerhalb von fünfzehn Tagen mitgeteilt werden.

Art. 13 - Wenn die "CWaPE" feststellt, dass die in Kapitel IV erwähnten Bedingungen für die Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie nicht mehr eingehalten werden oder dass die übermittelten Angaben falsch sind, teilt sie es dem betroffenen Erzeuger per einfache Post mit. Die "CWaPE" ist verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, falls dieser es beantragt. Gegebenenfalls setzt die "CWaPE" die Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie aus.

KAPITEL V — Datenbank und Markt der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für Gas aus erneuerbaren Quellen

Art. 14 - Die durch die gewährten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie gegebenen Auskünfte werden von der "CWaPE" in einer Datenbank aufbewahrt und verwaltet.

Art. 15 - § 1 - Die Echtheit der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie wird durch die Eintragung in die in Artikel 17 erwähnte Datenbank gewährleistet.

In der Datenbank befinden sich folgende Angaben:

1° für jeden gemäß Artikel 7 anerkannten Einspeisungsstandort die in Artikel 7 § 2 angeführten Angaben der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie;

2° für die Gewährung von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie:

— die Erzeugungs- und Behandlungstechnologie;

— die Nettonennkapazität des Einspeisungsstandorts;

— der Einspeisungszeitraum;

— die in MWh Ho ausgedrückte Energiemenge, die dem in das Netz eingespeisten Gas aus erneuerbaren Energien während des Einspeisungszeitraums entspricht;

— die CO₂-Emissionsrate, wie sie von der "CWaPE" berechnet wird;

— gegebenenfalls die gewährten Unterstützungsarten;

3° für den Handel mit Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die Gegenstand eines Handels sind: ;

— die Menge der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie;

— die Personalien des neuen Inhabers;

— der mitgeteilte Preis des gehandelten Gütezeichens.

§ 2 - Die Datenbank enthält das Register der Erzeuger, Versorger, Zwischenhändler und Netzbetreiber, die auf dem Markt der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die ausgestellt, getauscht und der "CWaPE" zurückgegeben werden, tätig sind.

Art. 16 - Der Verkäufer von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie übermittelt der "CWaPE" gemäß den von dieser bestimmten Modalitäten die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die Gegenstand eines Handels sind, und die Personalien des neuen Inhabers.

Innerhalb von zehn Tagen nach der Mitteilung des Handels mit Gütezeichen zur Herkunftsgarantie teilt die "CWaPE" dieser Verrichtung eine Registrierungsnummer zu und passt die in der Datenbank enthaltenen Angaben an.

Art. 17 - Die "CWaPE" kann die Verwaltung der Datenbank nur einer Einrichtung übertragen, die von den Erzeugern, Versorgern, Zwischenhändlern und Netzbetreibern unabhängig ist.

Art. 18 - Das Gütezeichen zur Herkunftsgarantie ist nicht mehr übertragbar, wenn seine Gültigkeitsfrist abgelaufen ist. In diesem Fall wird das Gütezeichen zur Herkunftsgarantie in das Register der gelöschten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie übertragen.

Art. 19 - Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden der "CWaPE" zurückgegeben, um die Überprüfung durch Letztere des erneuerbaren Charakters des Endverbrauchern in der Wallonischen Region gelieferten Gases zu ermöglichen.

KAPITEL VI — *Jahresbericht*

Art. 20 - Bis zum 30. Juni erstellt die "CWaPE" einen spezifischen Jahresbericht über die Entwicklung des Marktes der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie. In diesem Bericht werden insbesondere die Anzahl der im Laufe des in Betracht gezogenen Jahres je erneuerbare Energiequelle gewährten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die der "CWaPE" übermittelten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, sowie der Durchschnittspreis der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie angegeben.

Dieser Bericht wird der Wallonischen Regierung übermittelt.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 21 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 89

[2011/200054]

**23 DECEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 34, derde lid, en 36, 9°, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het advies CD-10g07-CWaPE-284 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), uitgebracht op 27 juli 2010;

Gelet op het advies 48.889/4 van de Raad van State, gegeven op 1 december 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2009/73/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG, alsook Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en 2003/12/EG, inzonderheid artikel 16, worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "decreet" : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;
- 2° "inbedrijfstelling van een productie-eenheid" : de datum waarop bedoelde installatie in bedrijf wordt gesteld;
- 3° "geproduceerd netto-gas" : op het net geïnjecteerd gas uit hernieuwbare bronnen, uitgedrukt in MWu;
- 4° "gasproductielocatie" : plaats van vestiging van een installatie bestaande uit één of meerdere gasproductie-eenheden en, desgevallend, uit één of meerdere gasverwerkingseenheden;
- 5° "injectielocatie" : plaats van vestiging van een installatie aangesloten op het aardgasnet en bestaande uit één of meerdere eenheden voor gasinjectie op dat net en, desgevallend, uit één of meerdere gasverwerkingseenheden, en, desgevallend, uit één of meerdere gasproductie-eenheden;
- 6° "gasverwerking" : elke verwerking voorafgaand aan de injectie van een gas op het net om het compatibel te maken met het aardgas dat via dat net aangevoerd wordt;
- 7° "réseau" : réseau de distribution ou de transport de gaz naturel;
- 8° "décret électricité" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;
- 9° "meetcode" : de door de "CWaPE" bekendgemaakte procedures en meetcode voor elektriciteit geproduceerd in het Waalse Gewest uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling, zoals gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 maart 2007 tot bepaling van de procedures en de meetcode voor elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling.
- 10° "Ministre" : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions.

HOOFDSTUK II. — *Certificering van de locaties voor de productie van gassen uit hernieuwbare bronnen*

Art. 3. § 1. Elke aanvraag van een certificaat van garantie van oorsprong betreffende een in het Waalse Gewest gevestigde locatie voor de productie en/of injectie van gas uit hernieuwbare bronnen wordt bij gewone post gericht aan een keuringsinstelling die erkend is overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IX van het elektriciteitsdecreet en van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, artikelen 3 en 4.

§ 2. Om erkend te worden moet de instelling bovendien :

1° onafhankelijk zijn van de producenten, tussenpersonen en gasleveranciers;

2° zich verbinden tot het overmaken bij gewone post aan de "CWaPE" van de rapporten opgesteld na de bezoeken die in het kader van het certificaat van garantie van oorsprong werden gebracht aan de locaties voor de productie en/of injectie van gas uit hernieuwbare bronnen.

§ 3. De Minister besluit tot de intrekking van de erkenning :

1° indien de keuringsinstelling niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de §§ 1 en 2;

2° indien er bij de uitvoering van haar opdrachten herhaaldelijk fouten worden vastgesteld.

Vóór elk besluit tot intrekking van de erkenning kan betrokken instelling haar rechtvaardigingsgronden laten gelden.

Art. 4. § 1. De keuringsinstellingen worden ermee belast het certificaat van garantie van oorsprong af te leveren en minstens één keer per jaar een periodieke controle uit te oefenen op de conformiteit van de gegevens van het certificaat van garantie van oorsprong.

§ 2. Het certificaat van garantie van oorsprong vermeldt :

1. de persoonsgegevens van de producent van gas uit hernieuwbare bronnen;

2. de energiebron(nen) waaruit het gas gelproduceerd is;

3. de gasproductie- en -verwerkingstechnologie;

4. het productie- of injectievermogen van de locatie, uitgedrukt in MWu primaire energie;

5. de technologie voor de berekening van de productie en verwerking van gas uit hernieuwbare bronnen en de injectie op het net, alsook de nauwkeurigheid van de berekeningspunten;

6. de CO₂-emissies tijdens het productie- en injectieproces bij een normaal productieritme;

7. de datum van inbedrijfstelling van de eenheid (eenheden) voor de productie en injectie van gas uit hernieuwbare bronnen;

8. de gegevens van de productie-eenheid (-eenheden) en van de injectielocatie;

9. in voorkomend geval, de tegemoetkomingen en de subsidies toegekend voor de bouw en de werking van de productie- en -injectie-eenheid (-eenheden).

Art. 5. Indien de meetinstrumenten of een gegeven opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong een wijziging ondergaan, verwittigt de houder van het certificaat binnen vijftien dagen een keuringsinstelling bij gewone post. In voorkomend geval wordt het certificaat van garantie van oorsprong aangepast dan wel ingetrokken door de keuringsinstelling.

De "CWaPE" kan elk ogenblik controles uitvoeren of van een keuringsinstelling eisen dat ze controle uitvoert en nagaat of de gegevens opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong werkelijkheidsgetrouw zijn. In het tegenovergestelde geval wordt het certificaat van garantie van oorsprong aangepast of ingetrokken.

De keuringsinstelling geeft de "CWaPE" binnen tien dagen na de controle kennis van elke wijziging in het certificaat van garantie van oorsprong of van de intrekking ervan.

HOOFDSTUK III. — *Meting, voorwaarden en procedure tot toekenning en opschorting van de labels van garantie van oorsprong voor gas uit hernieuwbare bronnen*

Afdeling 1. — Voorwaarden tot toekenning van labels van garantie van oorsprong

Art. 6. Voor de toekenning van labels van garantie van oorsprong voor geïnjecteerd gas, moet elke injectielocatie, en, desgevallend, elke bij gelabeld gas betrokken productielocatie een certificaat van garantie van oorsprong ontvangen hebben van een instelling die erkend is overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IX van het elektriciteitsdecreet.

Afdeling 2. — Procedure tot toekenning van labels van garantie van oorsprong

Art. 7. Een voorafgaande aanvraag tot toekenning van labels van garantie van oorsprong wordt aan de "CWaPE" gericht volgens de modaliteiten en d.m.v. het formulier waarin zij voorziet. Die modaliteiten hebben o.a. betrekking op de indiening van het certificaat van garantie van oorsprong.

Art. 8. De "CWaPE" gaat na of het aanvraagformulier juist en volledig is. Indien ze vaststelt dat de aanvraag onvolledig is, verwittigt ze de aanvrager binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag. Ze verduidelijkt waarom het formulier onvolledig is en legt een termijn van hoogstens drie weken vast waarbinnen de aanvrager verzocht wordt zijn aanvraag te vervolledigen, op straffe van verval van de aanvraag.

Art. 9. De "CWaPE" gaat binnen een maand na ontvangst van het volledig ingevulde formulier na of de aanvrager voldoet aan de voorwaarden tot toekenning van de labels van garantie van oorsprong en geeft hem kennis van haar beslissing. De "CWaPE" is verplicht de aanvrager te horen die daarom verzoekt.

Bij gebrek aan beslissing na afloop van die termijn wordt de aanvraag geacht te zijn aangenomen.

Art. 10. Na aanvaarding van de aanvraag en op basis van de meetgegevens van de locatie verleent de "CWaPE" om de drie maanden in immateriële vorm aan de injectielocatie die in aanmerking is gekomen voor een certificaat van garantie van oorsprong een recht tot toekenning van labels van garantie van oorsprong voor de hoeveelheid geproduceerd gas dat op het net is geïnjecteerd, naar rato van één label van garantie van oorsprong per geïnjecteerd MWu.

Afdeling 3. — Voowaarden tot toekenning van labels van garantie van oorsprong en geldigheidsduur ervan

Art. 11. § 1. De geldigheidsduur van de labels van garantie van oorsprong begint te lopen op de einddatum van bedoelde injectieperiode en verstrijkt op het einde van het eerstvolgende kalenderjaar.

§ 2. De labels van garantie van oorsprong worden toegekend voor het netto-gas dat op het net geïnjecteerd wordt.

De energiehoeveelheden die nodig zijn voor de berekening van labels van garantie van oorsprong worden gemeten overeenkomstig de berekeningscode.

Afdeling 4. — Procedure tot opschorting van labels van garantie van oorsprong

Art. 12. Elke wijziging in de gegevens die voorkomen op het formulier bedoeld in artikel 10 wordt binnen vijftien dagen aan de "CWaPE" overgemaakt.

Art. 13. Indien de "CWaPE" vaststelt dat de voorwaarden tot toekenning van labels van garantie van oorsprong bedoeld in hoofdstuk IV niet meer vervuld zijn of dat de overgemaakte gegevens onjuist zijn, verwittigt ze betrokken producent bij gewone post. De "CWaPE" is verplicht de aanvrager te horen die daarom verzoekt. In voorkomend geval wordt de toekenning van labels van garantie van oorsprong opgeschort door de "CWaPE".

HOOFDSTUK IV. — Databank en markt van labels van garantie van oorsprong voor gas uit hernieuwbare bronnen

Art. 14. De gegevens verstrekt via de toegekende labels van garantie van oorsprong worden door de "CWaPE" bewaard en beheerd in een gegevensbank die zij centraliseert en beheert.

Art. 15. § 1. De authenticiteit van de labels van garantie van oorsprong wordt gewaarborgd door de registratie ervan in de databank bedoeld in artikel 17.

De databank bevat de volgende gegevens :

1° voor elke injectielocatie gecertificeerd overeenkomstig artikel 7, de meldingen van de certificering van garantie van oorsprong opgenomen in artikel 7, § 2;

2° voor de toekenning van labels van garantie van oorsprong :

— de productie- en verwerkingstechnologie;

— het nominale nettovermogen van de injectielocatie;

— de injectieperiode;

— de energiehoeveelheid, uitgedrukt in MWu PCS, die overeenstemt met de op het net geïnjecteerde gassen uit hernieuwbare bronnen, gedurende de injectieperiode;

— het CO₂-emissiepercentage, zoals berekend door de "CWaPE";

— in voorkomend geval, de toegekende steuntypes;

3° voor de transacties van labels van garantie van oorsprong die het voorwerp van de transactie zijn;

— de hoeveelheid labels van garantie van oorsprong;

— de persoonsgegevens van de nieuwe houder;

— de meegedeelde prijs van de transactie.

§ 2. De gegevensbank bevat het register van de producenten, leveranciers, tussenpersonen en netbeheerders die tussenkomen op de markt van de labels van garantie van oorsprong die worden afgeleverd, uitgewisseld en teruggegeven aan de "CWaPE".

Art. 16. De labels van garantie van oorsprong die het voorwerp uitmaken van de transactie en de persoonsgegevens van de nieuwe houder worden door de verkoper van labels van garantie van oorsprong aan de "CWaPE" overgemaakt volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Binnen tien dagen na kennisgeving van de transactie van labels van garantie van oorsprong geeft de "CWaPE" een registratienummer aan de transactie en past ze de gegevens in de databank aan.

Art. 17. De "CWaPE" mag het beheer van de databank slechts delegeren aan een instelling die onafhankelijk is van de producenten, leveranciers, tussenpersonen en netbeheerders.

Art. 18. Het label van garantie van oorsprong is niet meer overdraagbaar als de geleideligheidsdatum ervan verstreken is. In dat geval wordt het label van garantie van oorsprong overgedragen in het register van de geschrapte labels van garantie van oorsprong.

Art. 19. De labels van garantie van oorsprong worden teruggegeven aan de "CWaPE" opdat ze zou kunnen nagaan of het gas dat aan de eindafnemers in het Waalse Gewest geleverd wordt een hernieuwbaar karakter heeft.

HOOFDSTUK V. — Jaarverslagen

Art. 20. De "CWaPE" maakt tegen 30 juni een specifiek jaarverslag op over de evolutie van de markt van de labels van garantie van oorsprong. Dat verslag vermeldt o.a. het aantal labels van garantie van oorsprong toegekend per hernieuwbare energiebron in de loop van het in overweging genomen jaar, de labels van garantie van oorsprong overgemaakt aan de "CWaPE" en de gemiddelde prijs van de labels van garantie van oorsprong.

Dat verslag wordt aan de Waalse Regering overgemaakt.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

Art. 21. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET